



SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE  
ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

# **MOUVEMENT FRANÇAIS POUR LE PLANNING FAMILIAL**

**ASSOCIATION DEPARTEMENTALE D'ILLE ET VILAINE**

11, BOULEVARD MARECHAL DE LATTRE DE TASSIGNY  
35000 RENNES

---

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

**Exercice clos le 31/12/2024**

# MOUVEMENT FRANÇAIS POUR LE PLANNING FAMILIAL

## ASSOCIATION DEPARTEMENTALE D'ILLE ET VILAINE

11, Boulevard Marechal de Lattre de Tassigny - 35000 RENNES

### RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

Aux membres de l'Association,

#### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Mouvement Français pour le Planning Familial d'Ille et Vilaine relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

**Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association Mouvement Français pour le Planning Familial d'Ille et Vilaine à la fin de cet exercice.**

#### Fondement de l'opinion

##### *Référentiel d'audit*

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

##### *Indépendance*

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

#### Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821.53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

- Des opérations financières en lien avec la cession immobilière de l'exercice 2024 impactent fortement les positions comptables du bilan de l'année. Nous nous sommes assurés que les traductions comptables de ces flux et positions soient correctement reportées dans les états comptables portant sur l'exercice clos le 31 décembre 2024.

- L'analyse de la séparation des exercices nous a permis de constater la réalité et la cohérence des postes de fonds dédiés et de produits constatés d'avance à la clôture de l'exercice 2024.
- Les mesures sociales d'application obligatoire en 2024 ont été appliquées au sein de l'association. Les impacts financiers qui en découlent sont précisés en annexe des comptes annuels.
- L'association a procédé à des travaux et aménagements de son siège social. Le traitement comptable et les modalités d'activation des investissements réalisés sont sincères et respectent la réglementation comptable.
- Le calcul des provisions pour risques et charges a été analysé. Les modalités de calcul respectent les dispositions conventionnelles s'imposant à l'association et sont correctement appliquées.
- Nous avons procédé à la vérification des règles, méthodes et estimations comptables retenues pour l'arrêté des comptes et détaillées dans l'annexe. Nous nous sommes également assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux Membres de l'Association sur la situation financière et les comptes annuels.

### **Responsabilités de la direction et des administrateurs relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association Mouvement Français pour le Planning Familial d'Ille et Vilaine à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles

puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à RENNES,

**Le Commissaire aux comptes**  
**SAS CAFEX**, représentée par

Julien BASLÉ

BILAN ACTIF

	Brut	Amortissements et Dépréciations	Net au 31/12/2024	Net au 31/12/2023
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences,marques	10 522	8 422	2 100	2 019
Autres				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains	104 074		104 074	
Constructions	943 467	135 544	807 923	993 938
Installations tech., matériels, outill.	24 708	17 566	7 141	213
Autres	75 164	46 636	28 528	16 708
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
<b>Biens reçus</b>				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres				
<b>Total ACTIF IMMOBILISE</b>	1 157 934	208 168	949 766	1 012 879
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Stocks et en-cours	5 735		5 735	6 210
<b>Créances</b>				
Créances usagers et comptes rattachés	33 216		33 216	32 098
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	8 923		8 923	156 309
Valeurs mobilières de placement	314 086		314 086	314 086
Instrument de trésorerie				
Disponibilités	247 600		247 600	13 605
Charges constatées d'avance	4 679		4 679	3 499
<b>Total ACTIF CIRCULANT</b>	614 239		614 239	525 807
<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>				
Frais d'émission des emprunts				
Primes de remboursement des emprunts				
Ecart conversion & diff. d'éval. -Actif				
<b>Total COMPTES DE REGULARISATION</b>				

BILAN ACTIF

	Brut	Amortissements et Dépréciations	Net au 31/12/2024	Net au 31/12/2023
TOTAL ACTIF	1 772 174	208 168	1 564 005	1 538 686

BILAN PASSIF

	Net au 31/12/2024	Net au 31/12/2023
<b>FONDS PROPRES</b>		
<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
Fonds propres statutaires	56 024	56 024
Fonds propres complémentaires		
<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
<b>Ecarts de réévaluation</b>		
Ecarts de réévaluation		
<b>Réserves</b>		
Réserves statutaires ou contractuelles	3 347	3 347
Réserves pour projet de l'entité	27 893	19 893
Autres	70 168	70 168
<b>Report à nouveau</b>		
Report à nouveau	506 472	495 584
<b>Résultat</b>		
Résultat exercice (excédent ou déficit)	300 026	18 888
<b>Situation nette (sous-total)</b>	<b>963 931</b>	<b>663 905</b>
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	142 007	151 623
Provisions réglementées		
<b>Total FONDS PROPRES</b>	<b>1 105 938</b>	<b>815 528</b>
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>		
Fonds reportés liés aux legs & donations		
Fonds dédiés	6 307	2 518
<b>Total FONDS REPORTES ET DEDIES</b>	<b>6 307</b>	<b>2 518</b>
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques		645
Provisions pour charges	59 179	53 030
<b>Total PROVISIONS</b>	<b>59 179</b>	<b>53 675</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts obligataires & assi		
Emprunts & dettes auprès etbts crédit	246 645	572 500
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	12 277	14 602
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	117 442	77 579
Dettes sur immo.& cptes rattach		
Autres dettes	609	627
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	15 609	1 657
<b>Total DETTES</b>	<b>392 582</b>	<b>666 965</b>
Ecarts conversion & diff. d'eval.-Passif		

BILAN PASSIF

	Net au 31/12/2024	Net au 31/12/2023
Total PASSIF	1 564 005	1 538 686



COMPTE DE RESULTAT

	De janvier 2024 à décembre 2024	% C.A.	De janvier 2023 à décembre 2023	% C.A.	Variation	
					En Euros	%
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>						
<b>Cotisations</b>						
Cotisations	2 448	0,27	2 216	0,27	232	10,47
<b>Ventes de biens et services :</b>						
- Ventes de biens	19	0,00	6	0,00	13	216,67
dont ventes de dons en nature						
- Ventes de prestations de services	266 619	29,23	223 745	27,68	42 874	19,16
dont parrainages						
<b>Produits de tiers financeurs :</b>						
- Concours publics & subv. d'exploit.	493 660	54,12	496 581	61,43	-2 921	-0,59
- Versements des fondateurs ou consommation de dot. consommable						
- Ressources liées à la générosité du public :						
Dons manuels	23 480	2,57	4 998	0,62	18 482	369,80
Mécénats						
Legs, donations et assurance-vie						
- Contributions financières	81 086	8,89	61 366	7,59	19 720	32,14
Reprises sur amortissements, dépréciat., provisions et transferts de charges	43 784	4,80	1 263	0,16	42 521	3 366,29
Utilisations des fonds dédiés	567	0,06	9 755	1,21	-9 188	-94,18
Autres produits	562	0,06	8 376	1,04	-7 814	-93,29
<b>Total</b>	<b>912 224</b>	<b>100,00</b>	<b>808 306</b>	<b>100,00</b>	<b>103 918</b>	<b>12,86</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>						
Achats de marchandises	17 101	1,87	18 235	2,26	-1 134	-6,22
Variation de stock	474	0,05	1 197	0,15	-723	-60,39
Autres achats et charges externes	143 885	15,77	128 586	15,91	15 299	11,90
Aides financières						
Impôts, taxes et versements assimilés	42 479	4,66	23 832	2,95	18 647	78,24
Salaires et traitements	499 554	54,76	435 430	53,87	64 124	14,73
Charges sociales	174 920	19,18	147 555	18,25	27 365	18,55
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	55 768	6,11	25 463	3,15	30 305	119,02
Dotations aux provisions.	10 087	1,11	7 747	0,96	2 340	30,21
Reports en fonds dédiés	4 356	0,48	1 322	0,16	3 034	229,59
Autres charges	1 034	0,11	896	0,11	138	15,41
<b>Total</b>	<b>949 657</b>	<b>104,10</b>	<b>790 261</b>	<b>97,77</b>	<b>159 396</b>	<b>20,17</b>

COMPTE DE RESULTAT

	De janvier 2024 à décembre 2024	% C.A.	De janvier 2023 à décembre 2023	% C.A.	Variation	
					En Euros	%
Résultat d'exploitation	-37 433	-4,10	18 045	2,23	-55 478	-307,45
PRODUITS FINANCIERS						
De participation						
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé						
Autres intérêts et produits assimilés	9 074	0,99	3 327	0,41	5 747	172,73
Reprises sur provisions, dépréciations et transfert de charges						
Différences positives de change						
Produits nets sur cession de V.M.P.						
Total	9 074	0,99	3 327	0,41	5 747	172,73
CHARGES FINANCIERES						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions						
Intérêts et charges assimilés	20 700	2,27	4	0,00	20 696	573 296,40
Différence négatives de change						
Charges nettes sur cession de V.M.P.						
Total	20 700	2,27	4	0,00	20 696	573 296,40
Résultat financier	-11 626	-1,27	3 324	0,41	-14 950	-449,83
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	-49 059	-5,38	21 368	2,64	-70 427	-329,59
PRODUITS EXCEPTIONNELS						
Sur opération de gestion	883	0,10			883	
Sur opérations en capital	429 616	47,10	433	0,05	429 183	99 194,07
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	645	0,07			645	
Total	431 145	47,26	433	0,05	430 712	99 547,46
CHARGES EXCEPTIONNELLES						
Sur opération de gestion	9 056	0,99	1 744	0,22	7 312	419,31
Sur opérations en capital	71 399	7,83			71 399	
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions			645	0,08	-645	-99,94
Total	80 456	8,82	2 389	0,30	78 067	3 267,50
RESULTAT EXCEPTIONNEL	350 689	38,44	-1 957	-0,24	352 646	18 024,05
Participation des salariés aux résultats						

COMPTE DE RESULTAT

	De janvier 2024 à décembre 2024	% C.A.	De janvier 2023 à décembre 2023	% C.A.	Variation	
					En Euros	%
Impôts sur les bénéfices	1 605	0,18	524	0,06	1 081	206,30
Total des produits	1 352 443	148,26	812 066	100,47	540 377	66,54
Total des charges	1 052 418	115,37	793 178	98,13	259 240	32,68
EXCEDENT OU DEFICIT	300 026	32,89	18 888	2,34	281 138	1 488,46
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE						
Dons en nature						
Prestation en nature						
Bénévolat	-47 343	-5,19	-29 435	-3,64	-17 908	-60,84
Total	-47 343	-5,19	-29 435	-3,64	-17 908	-60,84
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE						
Secours en nature						
Mise à disposition gratuite des biens						
Prestation en nature						
Personnel bénévole	47 343	5,19	29 435	3,64	17 908	60,84
Total	47 343	5,19	29 435	3,64	17 908	60,84

<p><b>COMPTES ANNUELS 2024</b></p>
------------------------------------

**ANNEXE**

**EXERCICE DU 01/01/24 AU 31/12/2024**

# Présentation

L'annexe complète et commente l'information donnée par le bilan et le compte de résultat, (art.9, al.1 du Code de commerce).

Elle fait partie intégrante des comptes annuels au 31 décembre 2024 pour former, avec le bilan et le compte de résultat, un ensemble indissociable.

Le bilan de l'exercice clos le 31 décembre 2024 présente un total de **1 564 005 Euros**.

Le compte de résultat présenté sous forme de liste dégage à la clôture de l'exercice des produits d'exploitation pour un montant de 912 224 Euros et un excédent de **300 026 Euros**.

L'exercice clos a eu une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2024.

Ces comptes annuels ont été établis par le Conseil d'Administration.

Tous les chiffres cités dans l'annexe sont exprimés en Euros.

La présente annexe est composée des cinq parties suivantes :

1. **Données qualitatives (objet, faits caractéristiques de l'exercice, événements postérieurs à la clôture, réalité de la vie associative).**
2. **Principes, règles et méthodes comptables (changement de méthode, conventions réglementées).**
3. **Notes sur le bilan**
4. **Notes sur le compte de résultat**
5. **Engagements financiers et autres informations**

## 1-DONNEES QUALITATIVES

### 11. Objet de l'association

L'Association départementale d'Ille-et-Vilaine du Mouvement Français pour le Planning Familial dite « Le Planning familial 35 » a été déclarée le 12 octobre 1965 conformément à la loi du 01/07/1901. Elle est membre de la fédération régionale de Bretagne et de la confédération nationale du Mouvement Français pour le Planning familial fondée en 1956.

Le Planning Familial est un mouvement féministe et d'éducation populaire. Il lutte pour construire une société d'égalité entre les personnes et, compte tenu des inégalités existantes, pour les droits des femmes et contre toute forme de discrimination liée au genre, en toute indépendance politique.

Le Planning Familial inscrit ses objectifs dans le combat contre les inégalités sociales et les oppressions et agit pour le changement des mentalités et des comportements.

Il entend développer les conditions d'une prise de conscience individuelle et collective pour que l'accès aux droits soit garanti à toutes et à tous.

Les droits sexuels sont des droits humains fondamentaux.

Le Planning Familial lutte pour créer les conditions d'une sexualité vécue sans répression ni dépendance, dans le respect des différences, de la responsabilité et de la liberté des personnes.

Le Planning Familial s'engage pour que chacun-e puisse vivre sa sexualité librement, quelle que soit son orientation sexuelle.

Il se bat pour la reconnaissance des droits sexuels pour toutes et tous et pour le droit de chacun-e à l'information, l'accès à la contraception et à l'avortement, ainsi que pour le droit des femmes à disposer de leur corps.

Le Planning Familial agit en prévention et lutte contre les stéréotypes, discriminations et violences liées au genre. Il combat le sexisme, l'homophobie, la lesbophobie, la transphobie la biphobie.

Il s'engage à promouvoir une éducation à la sexualité dès le plus jeune âge et à favoriser des relations égalitaires entre les personnes.

### 12. Faits caractéristiques de l'exercice

- Aménagement dans le local boulevard de la Tour d'Auvergne le 05 Avril 2024 pour une réouverture au public le 10 Avril 2024.
- Mise en place de la prime SEGUR à compter du 07/08/2024 et versement d'une prime exceptionnelle aux salarié.e.s présents au 31/12/2024 grâce à un financement spécifique de la DRDFE pour le soutien de la rémunération des personnes travaillant en lien avec des personnes victimes de violences
- Vente le 05/09/2024 du local situé au 11 Boulevard du Maréchal De Lattre de Tassigny à RENNES pour 420 000 €.

- Remboursement du prêt relais de 336 000 € suite à la vente du local boulevard de Tassigny
- Emprunt de 250 000 € au Crédit coopératif versé en 02/2024, remboursable sur 25 ans
- Embauche d'une seconde conseillère conjugale et familiale pour 0.80 ETP réparti entre la Maison des Femmes à Rennes à l'unité dédiée aux femmes victimes de violences et le CIVG.

### 13.Évènements postérieurs à la clôture

- Difficultés de trésorerie dans l'attente du versement des subventions sur le 1<sup>er</sup> semestre 2025 du fait du non financement de la prime SEGUR
- Recherche de financements auprès des CDAS et communes d'Ille et Vilaine
- Travail sur un référencement QUALIOPI
- Investissement dans un nouveau logiciel médical et renouvellement contraint du parc informatique

### 14- Réalité de la vie associative

De par son activité réelle, l'Association a pu remplir pleinement son rôle associatif au cours de l'année 2024.

Les organes de direction, d'administration et d'approbation se sont réunis aux dates suivantes:

Assemblée générale pour l'arrêté des comptes 2023 : **19 Juin 2024.**

Conseil d'administration et Bureau Année 2024				
Dates	17-janv.	24-avril	19-juin	09-octobre
	10-févr.	25-mai	17-juillet	06-novembre
	20-mars	12-juin	18-septembre	04-décembre

Membres du bureau	Du 01/01/24 au 18/06/24	Du 19/06/24 au 31/12/24
<b>Co-président-e-s :</b>	Nadia JARHNINE Bleuenn AULNETTE Mélissa BOUTRY	Bleuenn AULNETTE Marie QUEMERAIS
<b>Secrétaire :</b>		
<b>Trésorier-e :</b>		Corinne HASPOT
<b>Autres membres du conseil d'administration :</b>	Corinne HASPOT Églantine RICHARD Bérengère LEBoulLEUX Jeanne LE NAOUR Daou OUZZINE Marie QUEMERAIS Eric MANISCALCO	Kim HARRE Églantine RICHARD Eric MANISCALCO Camille SADE Chloé MATHIAS Patricia BOULANGER

## 2-PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

### **21-APPLICATION DES PRINCIPES COMPTABLES GENERAUX**

#### **211 : Principes et conventions générales**

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

La méthode de la décomposition a été appliquée pour le bien immobilier.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code du commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2018-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

#### **212 : Changement de méthode**

Il n'y a pas de changement de méthode à signaler sur l'année 2024.



### 213 : Conventions réglementées

- Remboursements de frais aux membres du Conseil d'Administration :

L'association rembourse sur justificatifs, les frais de déplacements et achats des membres du Conseil d'administration pour des actions et dépenses réalisées dans le cadre des activités de l'association.

Les indemnités kilométriques sont remboursées sur une base identique à celle des salarié-e-s de l'association.

Frais pris en charge au titre de l'exercice 2024 : 939 €

Personnes concernées : l'ensemble des administrateurs

- Remboursement et frais par la Confédération Nationale du Planning Familial :

La Confédération Nationale du Planning Familial a pris en charge les dépenses engagées dans le cadre des frais de repas et de transport relatifs aux réunions de Conseil d'Administration confédéral et aux autres instances nationales. Dans le même temps, la Confédération Nationale a facturé une cotisation d'adhésion à l'association départementale.

Remboursements perçus sur 2024 en tant que prise en charge des frais : 256 €

Personnes concernées : Bleuenn AULNETTE, Bérengère LEBoulleux

Facturation de la cotisation nationale pour 2024: 18 729 €

- Frais refacturés par la Fédération Régionale du Planning Familial :

La Fédération Régionale a facturé des carnets d'adhésion à l'association départementale d'Ille et Vilaine.

Facturation des carnets d'adhésion par la Fédération Bretagne pour 2024 : 1 095 €

Il n'y a pas eu de remboursements de frais par la Fédération Régionale sur l'exercice.

### 214-Enregistrement des opérations de l'exercice :

**2141**-Les opérations de l'Association ont été enregistrées selon le critère des créances acquises et des dettes contractées au cours de l'exercice et non selon le système des dépenses réglées et des recettes encaissées, malgré le caractère non commercial de l'activité de l'Association. Cette procédure est conforme aux obligations légales d'une association qui reçoit annuellement plus de 153 000 Euros de subventions diverses et essentiellement du Conseil Général (Article 81 de la loi 93-122 du 29 janvier 1993 et article 1 du décret du 27 mars 1993).

**2142**-Les opérations de trésorerie de l'Association ont été enregistrées selon les extraits bancaires, avec l'élaboration des états de rapprochements correspondants à la date de clôture du 31 décembre 2024.

L'association possède des comptes courants à la BPGO et au Crédit coopératif, des comptes de placements financiers dont des comptes sur livret à la BPGO et au Crédit coopératif et des valeurs mobilières de placements (parts ordinaires) au Crédit Coopératif et à la BPGO.

Les principaux comptes de charges de l'Association ont été établis dans l'esprit d'une classification analytique bien précise : RENNES CENTRE (Centre de planification), RENNES ETABLISSEMENT (EVARS) et SAINT-MALO (Centre et EVARS).

#### 215-Non assujettissement aux impôts commerciaux sauf pour les produits financiers :

Suivant la réponse de l'administration fiscale au questionnaire renvoyé fin décembre 1999 par l'association, celle-ci est exonérée de tous les impôts commerciaux.

Cependant la loi de finances rectificative pour 2009 a pris deux mesures qui modifient les articles 219bis et 206,5 c du CGI concernant la fiscalité des produits financiers des organismes sans but lucratif exonérés de l'IS de droit commun au titre de leurs activités dont les associations font partie.

Ces mesures concernent :

- Les dividendes distribués par les sociétés françaises soumis à un taux de 15%
- Les produits financiers au titre des livrets bancaires hors livret A au taux de 24 % (la franchise de 150 € et la décote pour les cotisations d'impôt inférieures à 300 € sont supprimées).

#### 216 – Provisions :

##### 21661-Provision pour retraite :

Le montant du passif social au 31/12/24 est de 59 179 €.

Depuis 2009 l'engagement en matière de retraite est inscrit au bilan.

Le calcul est conforme à l'accord d'entreprise du Planning Familial d'Ille et Vilaine soit 25% d'un mois de salaire par année de présence dans l'association limitée à trois mois de salaire. Cet article prévoit également que l'indemnité telle que calculée selon les modalités en vigueur avant la signature du nouvel avenant reste acquise aux salariés si elle est plus avantageuse que celle résultant du nouvel accord.

Le calcul de la provision pour retraite au 31/12/2024 tient compte de ces modalités.

Elle a été comptabilisée pour un montant de 10 087 €.

## **22-MODE DE PRESENTATION DES COMPTES ANNUELS**

### 221 - Fonds dédiés

Les subventions affectées mais non complètement utilisées à la clôture d'un exercice doivent apparaître au passif du bilan en "fonds dédiés".

Au compte de résultat l'engagement de les utiliser sur l'exercice suivant apparaît en charge d'exploitation en "reports en fonds dédiés".

Les fonds dédiés de 2024 concernent le montant de la cagnotte IVG délais dépassés non utilisée au 31/12/2024 pour 6 307 €.

### 3-ANNEXE-EVOLUTION DES FONDS PROPRES ASSOCIATIFS

RUBRIQUE	Solde au début de l'exercice A	Augmentations de l'exercice B	Diminutions de l'exercice C	Solde à la fin de l'exercice D=A+B-C
Fonds associatifs sans droit de reprise				
-Patrimoine intégré				
-Fonds statutaires	56 024			56 024
-Subventions d'investissement non renouvelables				
-Apports sans droit de reprise				
-Legs et donations avec contrepartie d'actif immobilisé				
-Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables				
Ecarts de réévaluation sur des biens sans droit de reprise.				
Réserves statutaires ou contractuelles	3 347			3 347
Réserves réglementées	70 168			70 168
Autres réserves	19 893	8 000		27 893
Report à nouveau	495 585	10 887		506 472
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>18 888</b>	<b>281 138</b>		<b>300 026</b>
Fonds associatifs avec droit de reprise				
-apports				
-legs et donations				
-subventions d'investissement sur biens renouvelables				
Résultats sous contrôle des tiers financeurs				
Écarts de réévaluation sur des biens avec droit de reprise				
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	151 623		9 616	142 007
Provisions réglementées				
Droit des propriétaires(commodat)				
<b>TOTAL DES FONDS PROPRES ASSOCIATIFS</b>	<b>815 528</b>	<b>300 025</b>	<b>9 616</b>	<b>1 105 937</b>

- La quote-part de subvention d'investissement comptabilisée en 2024 est de 9 616 € (Subvention de 150 000 € pour l'achat des locaux amortie sur le même rythme que l'amortissement du local soit la méthode de la décomposition (calcul effectué en tenant compte de la moyenne des taux d'amortissements appliqués au bâtiment) et Subvention de la CAF pour 2 056 € pour l'achat de matériel informatique et des sièges. L'amortissement se fait sur 5 ans à 20%).

#### 4-NOTES SUR LES COMPTES DE BILAN

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Le bien immobilier, boulevard de la Tour d'Auvergne a été comptabilisé suivant la méthode des composants soit le terrain (non amortissable), le gros œuvre, la façade étanchéité, les installations générales et les agencements pour 914 600€.

#### **En Euros**

##### État de l'actif immobilisé :

	<b>Début exercice</b>	<b>Augmentation exercice</b>	<b>Diminution exercice</b>	<b>Fin exercice</b>
Immobilisations incorporelles	10 452	3 128	3 058	10 522
Immobilisations corporelles	1 481 674	976 276	1 310 538	1 147 412
Immobilisations financières	0	0	0	0
<b>Total immobilisations</b>	<b>1 492 126</b>	<b>979 404</b>	<b>1 313 596</b>	<b>1 157 934</b>

##### État des amortissements :

	<b>Début exercice</b>	<b>Dotations exercice</b>	<b>Reprises exercice</b>	<b>Fin exercice</b>
Immobilisations incorporelles	8 432	3 048	3 058	8 422
Immobilisations corporelles	470 814	53 442	324 511	199 745
<b>Total immobilisations</b>	<b>479 246</b>	<b>56 490</b>	<b>327 569</b>	<b>208 167</b>

##### Durée et taux des amortissements :

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée probable d'utilisation des biens.

L'amortissement linéaire est calculé à compter de la date de mise en service du bien correspondant et l'approche par composant des normes IAS a été retenue pour le plan d'amortissement.

L'amortissement par composants a été appliqué pour le local de la Tour d'Auvergne en tenant compte de la durée d'usure des différents éléments le composant.

Logiciels	1 an	Linéaire	100%
Terrain	0	Non amortissable	0%
Constructions	20-25 ou 40 ans	Linéaire	4%-5% ou 2.50%
Inst.Agt Amngt construct.	10 ou 15 ans	Linéaire	6.67 %ou 10 %

Matériel industriel	5 ans	Linéaire	20 %
Outillage industriel	5 ans	Linéaire	20 %
Inst.gales,agts,amngts divers	10 ans	Linéaire	10 %
Matériel de bureau et info.	5 ans	Linéaire	20 %
Mobilier	5 ans	Linéaire	20 %

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

#### 4.1-Etat des échéances des créances (en Euros)

	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
<b>Actif immobilisé</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Immobilisations financières	0	0	0
<b>Actif circulant</b>			<b>0</b>
Créances usagers et comptes rattachés	33 216	33 216	0
Autres créances	8 923	8 923	0
Charges constatées d'avance	4 679	4 679	0
<b>Total général</b>	<b>46 818</b>	<b>46 818</b>	<b>0</b>

#### État des dépréciations :

	Début exercice	Dotations exercice	Reprises exercice	Fin exercice
Créances usagers et comptes rattachés	7 736	0	7 736	0
Autres créances	0	0	0	0
<b>Total dépréciations</b>	<b>7 736</b>	<b>0</b>	<b>7 736</b>	<b>0</b>

#### 4.2-Etat des échéances des dettes (en Euros)

	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Emprunts et dettes assimilées	246 645	5 690	240 955
Avances et acomptes reçus	0	0	0
Fournisseurs et comptes rattachés	12 277	12 277	0
Dettes fiscales et sociales	117 442	117 442	0
Autres dettes	609	609	0
Produits constatés d'avance	15 609	15 609	0
<b>Total général</b>	<b>392 582</b>	<b>151 627</b>	<b>240 955</b>

#### **4.3-Méthodes d'évaluation**

Aucune modification dans les méthodes d'évaluation n'est intervenue par rapport à l'exercice précédent.

#### **4.4-Stocks et en-cours**

La détermination du stock de pilules, tests de grossesse, implants, médicaments pour l'IVG médicamenteuse a été réalisée selon la méthode du premier entré-premier sorti (FIFO).

#### **4.5-Créances**

##### 451-Créances usagers et comptes rattachés

Les dûs 1/3 payants des caisses primaires d'assurance maladie et autres mutuelles dont les règlements sont différés dans le temps pour 10 642 € et ceux dont le recouvrement est improbable passés en clients douteux pour 303 € (dûs 1/3 payants de 2023 non récupérés au 31/12/2024).

Des organismes pour lesquels des animations et des formations ont eu lieu soit 4 053 €.

Le CHU pour les vacations effectuées au sein du centre IVG et de la Maison des femmes de l'hôpital d'août à décembre 2024 soit 13 760 €.

Des remboursements de frais de la Confédération pour 217 € et des remboursements de frais de laboratoire de la CPAM pour 1 784 €

Plusieurs factures à établir pour des prestations réalisées sur 2024 et non encore facturées notamment le remboursement des frais de laboratoire du 4ème trimestre 2024 pour Rennes et Saint-Malo pour 1 353 €, des animations à facturer pour 441 € et la mise à disposition du psychologue au Réseau Louis Guilloux du 4<sup>ème</sup> trimestre 2024 pour 663 €.

##### 452-Autres créances

Il s'agit de subventions et produits à recevoir :

- Le solde de la subvention de la CAF soit 20% pour 5 828 €,
- Des indemnités maladie et prévoyance à recevoir pour 1 540 €
- Un remboursement de formation, des adhésions pour 1 021 €
- Une provision pour des heures à réaliser par des salarié-e-s en 2024 soit 179 €
- Des frais de bénévoles à payer et un acompte sur salaire pour 355 €

#### **4.6-Disponibilités et valeurs mobilières de placement**

L'association dispose de deux comptes courants à la BPGO et au Crédit coopératif soit 14 309 € et des comptes de placements dont 232 933 € placés sur des livrets.

Le solde des espèces et chèques en caisse pour 358 €.

Le total des disponibilités au 31/12/24 s'élève à 247 600 €.

Les valeurs mobilières de placement sont des parts ordinaires au Crédit coopératif et à la BPGO pour un total de 314 086 €. La levée du nantissement sur les parts du Crédit coopératif a été effectuée à la suite de la vente du local boulevard de Tassigny.

#### **4.7-Les charges constatées d'avance**

- La redevance de stockage d'archives pour la période du 01/01 au 22/07/25
- pour 192 €,
- L'abonnement RF Paye et RF Social pour 2025 pour 630 €,
- La maintenance téléphonique ORANGE du site de Rennes pour 01/2025 soit 37 €
- La maintenance informatique HELLODOC de janvier à août 2025 pour 1 263 €.
- Des carnets d'adhésion achetés en 2024, non encore commencés fin 2024 soit 494 €
- L'abonnement de l'eau boulevard de la TA pour le 1<sup>er</sup> semestre 2025 pour 29 €
- Les charges de copropriété du 1<sup>er</sup> trimestre 2025 pour 1 964 €
- Une adhésion de janvier à août 2025 pour 70 €

#### **4.8-Les dettes Diverses**

##### 481-Emprunts et dettes assimilées

Le crédit relais de 336 000 € contracté le 29/11/2023 au Crédit coopératif pour l'achat du local situé boulevard de la Tour d'Auvergne à Rennes a été remboursé à l'issue de la vente du local bd de Tassigny en 09/2024.

Un emprunt de 250 000 € sur 25 ans a été contracté auprès du Crédit coopératif le 28/02/2024 pour l'achat du local bd de la Tour d'Auvergne. Au 31/12/24, il reste 246 645 € à rembourser.

##### 482-Dettes fournisseurs et comptes rattachés

Pour l'essentiel, il s'agit de factures dont l'échéance de paiement n'est pas échue au 31 décembre 2024.

D'une part des médicaments et fournitures nécessaire à l'activité médicale, des prestations de ménage, la maintenance de matériel, l'électricité, le gaz, l'abonnement au logiciel de comptabilité, les charges de copropriété, le téléphone, les laboratoires, l'interprétariat et autres frais divers le tout pour un total de 7 657 €

Et quelques factures non parvenues :

honoraires, téléphone, électricité, frais de laboratoires, collecte des déchets, eau, notes de frais, maintenance, médicaments, pour un total de 4 620 €.



#### 483-Dettes fiscales et sociales

Cet effectif correspond à un équivalent temps plein de **13,75** salarié-es soit **29** salarié-es au total réparti sur trois sections:

- Sept salariées à Saint-Malo (2,51 ETP)
- Vingt deux salarié-es à Rennes (11,24 ETP)

Cet effectif est variable dans le temps mais explique l'importance des dettes sociales et fiscales s'élevant globalement à 117 442 €, réparties de la manière suivante :

Ces dettes comprennent des provisions pour congés payés, des récupérations dues ainsi que les charges de personnel du 4T2024 d'URSSAF, Caisse de retraite, mutuelle, DGFIP, prévoyance , médecine du travail pour un montant de 91 666 €.

Les autres charges à payer concernent la formation continue à payer pour 4 638 €, un trop perçu de cotisations URSSAF à rembourser pour 1 192 €, la taxe foncière du bd de la TA de 2024 non encore reçue soit 13 962 € la provision pour l'impôt société à payer pour 1 606 € Le solde de taxe sur les salaires pour l'année 2024 pour 4 378 €.

#### 484-Autres dettes

- Les frais bancaires du 4ème trimestre 2024 pour 609 €.

#### 485-Produits constatés d'avance

Le montant des produits constatés d'avance s'élève à 15 609 €.

Il s'agit essentiellement de subventions à cheval sur 2024-2025 soit:

- la subvention pour les permanences aux Restos du cœur de Saint-Malo (30/09/24 au 31/03/25) pour 1 000 €
- la subvention pour des séances au sein du centre parental Le Goëland à Saint-Malo (01/09/24 au 31/03/25) pour 1 333€
- la subvention du Contrat de ville de Saint-Malo pour des interventions sur le quartier de la Découverte (01/11/24 au 31/05/25) pour 2 500 € et celle de la DRDFE pour 667 € (30/09/24 au 28/06/25)
- la subvention du FDVA1 pour la formation des bénévoles (3 modules en mars 2025) pour 880 €
- la subvention de la DRDFE pour des activités bénévoles en 2025 et soit 9 116 €
- Une animation du 29/01/2025 pour 113 €

5-NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT
-----------------------------------

## 5.1-Les charges

### 511-Les achats de matières premières et autres approvisionnements

Il s'agit des achats de pilules, tests de grossesse, implants comptabilisés en stock, mais également les différents produits de pharmacie nécessaires à l'activité médicale et à l'IVG médicamenteuse pour un montant total de 17 101 €.

### 512-Les autres achats et charges externes

Eau et Electricité :	6 312
Fournitures d'entretien :	5 352
Fournitures de bureau :	2 460
Sous-traitance :	707
Location et charges de copropriété :	14 706
Maintenance, entretien :	9 483
Assurance :	1 417
Frais de formation :	2 765
Personnel extérieur:	17 562
Honoraires :	7 605
Plaquettes :	1 083
Frais de déplacements, missions :	8 478
Frais déménagement :	7 572
Téléphone, internet :	8 661
Cotisations :	20 076
Frais de labo et analyses :	19 259
Autres frais divers :	10 387

<b>TOTAL FRAIS GENERAUX</b>	<b>143 885 €</b>
-----------------------------	------------------

### 513-Les charges fiscales et sociales

Taxe sur les salaires :	18 241
Formation continue :	5 915
Taxe foncière :	17 858
Autres taxes (voierie)	465
Salaires et traitements :	499 554
Charges sociales :	174 920

<b>TOTAL :</b>	<b>716 953 €</b>
----------------	------------------

#### 514-Les dotations aux amortissements et provisions

Sur immobilisations :	
Amortissements de l'exercice :	55 768 €
Provision pour retraite	10 087 €

#### 515-Les fonds dédiés

Les subventions affectées mais non complètement utilisées à la clôture d'un exercice doivent apparaître au passif du bilan en "fonds dédiés".

Au compte de résultat l'engagement de les utiliser sur l'exercice suivant apparaît en charge d'exploitation en "reports en fonds dédiés".

Au 31/12/2024, suite au nouveau plan comptable des associations a été comptabilisé un montant de 4 356 € pour compléter la cagnotte IVG délais dépassés.

#### 516-Autres charges

Sont comptabilisées en pertes sur créances irrécouvrables les dus 1/3 payant de 2022 pour 278 €

Sont comptabilisées des charges diverses de gestion courante pour 756 €

#### 517-Les charges financières

Les intérêts de l'emprunt au Crédit coopératif pour 9 437 €

Les intérêts sur le crédit relais contracté au Crédit Coopératif remboursé en septembre 2024 soit 9 666 €

Des agios du Crédit coopératif car découvert sur janvier-février 2024 en attendant le versement de l'emprunt (fin février 2024) pour 1 597 €

Soit un total de 20 700 €

#### 518-Les charges exceptionnelles

Au cours de l'année 2013, l'association a fait le choix d'externaliser une partie de l'engagement en matière de retraite par la conclusion d'un contrat « Indemnités de fin de carrière » auprès de l'AG2R La mondiale.

En 2024, il a été voté lors d'un Conseil d'Administration d'abonder le compte de 4 950 € pour couvrir le prochain départ à la retraite.

Au 31/12/2024 le solde de ce compte est de ce fait égal à 5 275€.

En 2020 a été mis en place au Planning Familial 35, une cagnotte permettant aux femmes d'aller pratiquer leur avortement à l'étranger lorsque le délai est dépassé en France.

Cette cagnotte a permis à quatre femmes de pratiquer leur IVG à l'étranger en 2024 soit une utilisation de la cagnotte pour 2 900 € comptabilisés en dons.

Au cours de l'année 2024, l'URSSAF nous a remboursé à tort des cotisations de formation continue suite à un mauvais paramétrage du logiciel de paye.

**CAFEX**  
Commissaire aux Comptes

Un montant de 1 192 € a été comptabilisé pour remboursement à l'URSSAF le 15/04/25.

Le local situé bd du Maréchal De Lattre de Tassigny vendu en 09/2024 n'était pas complètement amorti (acheté en 2006, l'amortissement était sur 25 ans donc jusqu'en 2031 ainsi que des travaux d'électricité réalisés en 2023 et amortissables sur 10 ans).

La valeur nette comptable correspondant à la partie restant à amortir a été comptabilisée en charge exceptionnelle pour 71 399 €.

#### 519-Impôt sur les sociétés

Un montant de 1 605 € a été comptabilisé en 2024 correspondant à l'IS sur les dividendes de parts sociales détenues à la BPGO et au Crédit coopératif ainsi que sur les intérêts des livrets.

### **5.2-Les produits**

#### 521-Les dons manuels et cotisations (adhésions)

Les adhésions représentent 2 448 € soit :

- 2 428 € de dons de particuliers (152 personnes)
- 20 € d'adhésions de personnes morales (1)

Les dons représentent 23 480 € soit :

- 10 050 € de dons en ligne sur HELLOASSO pour la cagnotte de l'échographe
- 4 297 € de dons de particuliers
- 1 553 € de dons d'autres associations, collectifs ou partenaires
- 7 256 € collectés au titre de la cagnotte IVG délais dépassés
- 324 € d'abandons de frais de bénévoles
- 

#### 522-Les prestations de services

Elles s'élèvent à **266 619 €** dont :

- 159 513 € de consultations médicales et assimilés
- 7 677 € de conseils conjugaux et psycho,
- 18 663 € de remboursement de produits pharmaceutiques et frais de laboratoires (VIH et Séro-Bactério),
- 31 354 € de formations et animations,
- 40 165 € de vacations au centre IVG de l'hôpital et Maison des Femmes,
- 2 850 € de remboursements de frais de déplacements par la confédération
- 18 € de tests de grossesse et divers
- 6 379 € de mise à disposition de psychologues au Réseau Louis Guilloux et au SAUNA

**CAFEX**  
Commissaire aux Comptes

### 523-Les contributions financières

Elles s'élèvent à **81 086 €**

Depuis 2021, le CPOM de l'ARS est devenu régional et a donc été conclu pour 5 ans (2024-2028) avec la Fédération Régionale Bretagne du Mouvement Français pour le Planning Familial. A ce titre la Fédération régionale nous a reversé 77 086 € pour mener à bien le projet de "Promouvoir et développer l'approche globale et positive de la santé sexuelle" au niveau du département 35.

La Fédération Bretagne du Planning Familial a reversé à chacune des 4 associations départementales un montant de 4 000 € concernant une subvention accordée par la Région Bretagne pour des missions d'information, de promotion et d'accès à la culture de l'égalité entre les femmes et les hommes contre les violences sexistes et sexuelles, pour l'éducation à la vie affective et à la santé sexuelle auprès des jeunes.

### 524-Reprise sur provision et transfert de charge

Le montant est de 43 784 € soit :

- Reprise de provision retraite : 3 937 €
- Reprise de provision dépréciation comptes usagers : 7 736 €
- Transfert de charge : 32 111 €

Dans ce compte ont été comptabilisés :

Des indemnités complémentaires de prévoyance pour des salarié-es en arrêt maladie pour 2 357 €.

- La prise en charge par Transition Pro d'une partie des salaires et charges d'une salariée en reconversion professionnelle pour 29 754 €

### 525-Utilisation des fonds dédiés

Fin 2023, un montant de 1 321 € avait été comptabilisé en fonds dédiés. Sur ce montant, 567 € ont été utilisés sur 2024 pour les subventions.

### 526-Les concours publics et les subventions

	<b>2024</b>
<b>CONCOURS PUBLICS</b>	<b>407 169</b>
<b>ETAT DRDFE</b>	<b>122 168</b>
Dont DRDFE-EVARS-BOP 137	107 168
dont 1er groupe de parole Rennes	4 688
dont 2ème groupe de parole Rennes	4 687
dont groupe de parole St-Malo	5 625
<b>DEPARTEMENT</b>	<b>285 001</b>
Fonctionnement CENTRE DE SANTE SEXUELLE	285 001
<b>SUBVENTIONS</b>	<b>86 491</b>
<b>ETAT</b>	<b>25 648</b>
<b>DRDFE</b>	<b>2 217</b>
VEILLE A TON DROIT	1 000
CONF GESTICULEE,ACTES BENEVOLES,LA DECOUVERTE, Formation égalité	11 000
Dont PCA Conf gesticulée,La Découverte,formation égalité	-9 783
<b>PJJ</b>	<b>2 000</b>
<b>CONTRAT DE VILLE RENNES METROPOLE</b>	<b>7 657</b>
dont St-Jacques	2 500
dont interventions Quartier Villejan-Maison verte	4 500
+ Ext PCA 2023 VILLEJEAN Maison verte	657
<b>CONTRAT DE VILLE SAINT-MALO</b>	<b>3 667</b>
dont Resto du Cœur St-Malo	2 000
Dont « café discussion LE GOELAND	2 000
PCA Le GOELAND	- 1333
Dont La Découverte St-Malo	3 500
PCA La Découverte St-Malo	- 2 500
<b>DILCRAH</b>	<b>3 000</b>
Lutte contre la haine anti-LGBT	3 000
<b>FONJEP-AIDE A L EMBAUCHE</b>	<b>7 107</b>
<b>COMMUNE ET INTERCOMMUNALITE</b>	<b>35 450</b>
<b>VILLE RENNES</b>	<b>31 500</b>
Fonctionnement	30 000
VEILLE A TON DROIT	1 500
<b>VILLE ACIGNE-LA CHAPELLE DES FGTZ</b>	<b>450</b>
<b>VILLE ST-JACQUES-DE-LA-LANDE</b>	<b>2 500</b>
<b>VILLE DE SAINT-MALO</b>	<b>1 000</b>
<b>ORGANISMES SOCIAUX</b>	<b>19 425</b>
CAF	19 425
<b>REGION BRETAGNE</b>	<b>5 020</b>
FDVA1-Formation des bénévoles	2 300
- PCA FDVA1-Formation des bénévoles	-880
VEILLE A TON DROIT	600
DRAJES-Dispositif plan mercredi	3 000
<b>DIVERS</b>	<b>948</b>
GIP-CAFE CULTURE VEILLE A TON DROIT	948
<b>TOTAL CONCOURS PUBLICS+SUBVENTIONS</b>	<b>493 660</b>

Il s'agit des dividendes obtenus sur les parts sociales détenues au Crédit Coopératif et à la BPGO ainsi que des intérêts sur livrets à la BPGO et au Crédit coopératif pour 9 060 €. Depuis décembre 2013, des intérêts sur l'argent placé en contrat indemnités de fin de carrière sont également perçus pour 14 €.

#### 528 - Les produits exceptionnels

Des versements provenant de l'URSSAF ont été perçus à tort en 2024 pour 883 € suite à un mauvais paramétrage du logiciel de paye. Ce montant a été reversé à l'URSSAF en avril 2025.

Le prix de vente du local boulevard du Maréchal De Lattre de Tassigny pour 420 000 €. La plus-value est non imposable du fait du caractère non lucratif de l'association.

La quote-part d'amortissement en 2024 sur les subventions d'investissement est de 9 616 €

Une reprise de provision pour risque comptabilisée fin 2023 quant à la possibilité de non récupération du solde d'une subvention pour 645 € a été effectuée car soldée en 2024.

#### 529 - Les autres produits

Produits divers de gestion courante :

- Dus 1/3 payants de 2023 restant à récupérer pour 426 €
- Des produits divers de gestion courante pour 136 €
- 

#### 530-Valorisation des contributions volontaires

Une valorisation estimative minimale du bénévolat a été effectuée en fonction des heures communiquées par les personnes bénévoles, membre du bureau et du Conseil d'administration.

La somme de ces heures est valorisée au SMIC horaire multiplié par 1,40.

Heures de bureau et de CA: 252,00 heures

Heures de bénévolat autres : 2594,50 heures

<b>TOTAL</b>	<b>2846,50 heures</b>
--------------	-----------------------

Le SMIC horaire était de 11,88 Euros du 01/01 au 31/12/24

Détail du calcul :

$$(2846.50 \text{ H} \times 11,88 \text{ €} \times 1,40)$$

**Les heures de bénévolat sont donc valorisées à 47 343 €.**

**CAFEX**  
Commissaire aux Comptes

## 6- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

### 61-Les engagements financiers et sûretés réelles consentis

En 2023, suite au Crédit relais contracté auprès du Crédit coopératif, le nantissement des parts sociales détenues par le Crédit coopératif avait été consenti dans l'attente de la vente du local boulevard de Tassigny soit 20 000 parts sociales à 15.25 € pour 305 000 €. Le 05/09/2024 le local a été vendu, la levée du nantissement a été effectuée à la suite.

#### Garanties :

Un emprunt de 250 000 € a été contracté auprès du Crédit Coopératif fin 2023

Sur cet emprunt

- \* 50% soit 125 000 € ont obtenu la garantie du Département d'Ille et Vilaine
- \* 50% soit 125 000 € ont obtenu la garantie de la Ville de RENNES

### 62-La rémunération des trois plus hauts cadres dirigeants

Qu'ils soient salariés ou bénévoles au sens de la loi N°2006-586 du 23 mai 2006 est de 41 305 € brut.